



AP-HP. Nord
Université
de Paris

**PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN ASSISTANCE
A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES OPERATIONS
DE TRAVAUX DES SECTEURS CENTRE ET EST
DU GH AP-HP.NORD-UNIVERSITE DE PARIS**

Procédure : AOO

Date : 07/04/2021
Page 1 sur 13

CCAP n° GH 010-2021



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier, Robert Debré, Saint Louis, EHPAD Adélaïde Hautval

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION GH 010-2021

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

Lieux d'exécution

Hôpital Saint-Louis
1, avenue Claude Vellefaux
75475 Paris cedex 10

Hôpital Lariboisière
2, rue Ambroise Paré
75475 Paris cedex 10

Hôpital Fernand Widal
200, rue du Faubourg Saint-Denis
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré
48 boulevard Sérurier
75935 Paris cedex 19

Hôpital Bretonneau
23 rue Joseph de Maistre
75885 Paris cedex 18

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**1.1 Objet**

Le marché a pour objet les prestations intellectuelles en assistance à maîtrise d'ouvrage (OPC, Contrôle Technique, CSSI et CSPS) pour les opérations de travaux des secteurs Centre et Est du GH AP-HP.Nord-université de Paris.

Les établissements concernés sont :

- **Hôpital Saint-Louis :** 1, avenue Claude Vellefaux - 75475 Paris cedex 10 ;
- **Hôpital Lariboisière :** 2, rue Ambroise Paré - 75475 Paris cedex 10 ;
- **Hôpital Fernand Widal :** 200, rue du faubourg Saint-Denis - 75475 Paris cedex 10.
- **Hôpital Robert Debré :** 48, boulevard Serurier – 75475 Paris cedex 19
- **Hôpital Bretonneau :** 23, Rue Joseph de Maistre – 75475 Paris cedex 18

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans les cahiers des clauses techniques particulières.

1.2 Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16 R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord cadre formalisé passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Il s'agit par ailleurs, d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 dudit Code).

A cet effet, Le montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande sur l'ensemble de la durée du larché est fixé à :

- Lot 1 « Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) »
maxi 400 000.00 € HT, soit 480 000.00 € TTC
- Lot 2 « Mission de Contrôle Technique (CT) »
maxi 600 000.00 € HT, soit 720 000.00 € TTC
- Lot 3 «Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) »
maxi 500 000.00 € HT, soit 600 000.00 € TTC
- Lot 4 « Mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) »
maxi 300 000.00 € HT, soit 360 000.00 € TTC

1.3 Durée

Le marché prend effet à compter du 1^{er} août 2021 pour une durée de quatre ans.

Toutefois, si la notification du présent marché devait avoir lieu postérieurement à la date de démarrage indiquée, celui-ci débiterait à la date de notification pour une durée de quatre ans.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre de sorte que les opérations de travaux suivies par les titulaires continuent à être gérées par ces derniers jusqu'à la fin des missions telles que définies par le CCTP.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

2.1 Allotissement

Le présent accord-cadre comporte 4 lots :

- Lot 1 « Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) »
- Lot 2 « Mission de Contrôle Technique (CT) »
- Lot 3 « Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) »
- Lot 4 « Mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) »

2.2 Tranches optionnelles

L'accord-cadre est lancé sans tranche.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement de chaque lot de l'accord-cadre et son annexe financière dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux prestations intellectuelles ;
- Les bons de commande et/ou les ordres de services passés en cours d'exécution du marché ainsi que tout document qui y seront annexés (programme fonctionnel ; études ; permis ; pièces du MOE, etc.) ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- tout document déposé avec l'offre.

Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1 Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique et les articles 3.5 et 12 du CCAG-PI. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

4.2 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée au titre de cet accord-cadre.

ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**5.1 Composition des prix**

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux missions réellement exécutés.

En l'espèce, l'accord-cadre est rémunéré à prix forfaitaires (main d'œuvre, déplacements, et plus globalement tous frais nécessaires au parfait accomplissement de la mission) pris sous une forme de prix unitaires :

- soit à travers le coût unitaire d'une vacation particulière et ponctuelle (missions de conseils par exemple) ;
- soit à travers le pourcentage du coût prévisionnel des travaux, tel que proposé par le titulaire à travers son offre. Ce pourcentage figurant dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'Acte d'engagement ;
- soit à travers le forfait mensuel proposé par le titulaire (uniquement pour les lots 3 et 4).

Ces prix forfaitaires sous format unitaire comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur.

5.2 Variation de la masse des prestations**✓ Allongement des délais de travaux (lots 1, 3 et 4)**

Le prestataire étant directement impliqué dans la tenue du délai de réalisation des travaux, un allongement de la durée effective des travaux pourra donner lieu à rémunération complémentaire via un bon de commande, établi lors de la période de validité de l'accord-cadre, uniquement dans le cas où l'origine de cet allongement serait totalement indépendant des missions réalisées par le prestataire.

✓ Augmentation du coût prévisionnel des travaux (lots 2 et 3)

Le forfait de rémunération, est invariable dès lors que la variation du coût prévisionnel des travaux prévu pour chaque bon de commande est inférieure ou égale à 20%.

Si ce pourcentage se trouve dépassé, l'éventuel complément de rémunération fera l'objet d'une demande par le prestataire auprès du maître d'ouvrage sur présentation d'un devis conformément aux éléments du marché.

Cet éventuel complément de rémunération sera calculé comme suit :

- Si la modification de la consistance des travaux demandée par le maître d'ouvrage intervient au plus tard en cours d'élaboration du dossier de consultation des entreprises, il sera appliqué la formule suivante :

$$C = \left(F \times \left(\frac{E_p}{E_{p_0} \times 1.20} \right) \right) - F$$

Dans laquelle :

C = complément de rémunération qui fera l'objet d'un bon de commande complémentaire

F = forfait de rémunération porté sur le bon de commande initial

E_p = nouveau coût prévisionnel

E_{p0} = coût prévisionnel indiqué sur le bon de commande initial

5.3 Variation des prix

Les prix des prestations sont révisés lors de la présentation de chaque acompte ou facture. La formule de révision est établie à partir de l'indice Ingénierie selon la règle suivante :

$$P = Po (0,2 + 0,8 (Ing / Ingo))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix initial du marché

Ingo = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

Ing = valeur du même indice du mois d'exécution de la prestation objet du décompte

Le coefficient C, arrondi au millième supérieur, conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-PI de 2009

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de toute facture ou de tout acompte.

5.4 Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations des CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur.

6.1 Pré-bons de commande et proposition tarifaire des missions

A réception du pré-bon de commande (cf. modèle de devis), le titulaire est tenu d'adresser dans les 15 jours au pôle travaux de la DIM (Direction des investissements et de la Maintenance) du site concerné, une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier de paiement par phase (cf. modèle de devis), établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou des) personne(s) chargée(s) de la mission.

Après acceptation des documents cités ci-dessus par le maître d'ouvrage, la commande sera émise pour l'ensemble des éléments de mission et par tranche (1 tranche = 1 commande).

Bons de commandes / ordre de service

Les prestations feront ensuite l'objet de bons de commande prévisionnels valant ordre de service adressés au titulaire par mail par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ainsi, à chaque mission et/ou à chaque tranche correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- le projet ou l'opération concernée dont la durée prévisionnelle des travaux ;
- le contenu de la mission (les éléments de mission) et les différentes phases ;
- le découpage de la mission en une ou plusieurs tranches (Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférente à la décision d'affermir une éventuelle tranche optionnelle).

Procédure : AOO

Le montant du bon de commande correspondra à l'ensemble des éléments de mission (phases conception et travaux), si la mission n'est pas découpée en tranche.

Dans le cas d'une mission découpée en tranches, le montant de chaque commande correspondra à l'élément de mission affermie, suivant le montant prévu à l'échéancier des paiements fourni par le titulaire (selon modèle de devis) et accepté par le maître d'ouvrage.

Le prolongement de la durée prévisionnelle des travaux n'entraînera aucune conséquence sur le lot n° 2, tandis qu'un bon de commande de régularisation sera établi pour les lots, 1, 3 et 4 afin de mettre en cohérence le bon de commande initial avec le BPU du titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature des prestations à réaliser ;
- les modalités de réalisation (lieux, horaires, contraintes, ...)
- les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- la référence du marché.
- Les éléments indiqués au CCTP au vu des différentes missions, au stade de la conception comme de l'exécution des travaux.

6.2 Réception

Par dérogation aux articles 2, 26, 27, 33 et 34 du CCAG-PI de 2009, les termes « admission » et « admises » sont substitués à ceux de « réception » et de « reçues » afin de ne pas confondre la réception des travaux attachée à toute opération de travaux, avec l'admission des prestations du présent marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de chaque prestation indiquée sur le bon de commande afin de vérifier sa conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre (Transmission d'un exemplaire dans les temps prévus au CCTP à chacun des destinataires listés). Ces opérations se déroulent conformément à l'article 26 du CCAG-PI de 2009 et précèdent l'admission de la prestation.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 du CCAG-PI et est formalisée par une validation expresse du livrable transmis par le titulaire. Le titulaire est tenu de respecter les délais cités au CCTP de son lot pour présenter ses livrables. En cas d'allers-retours avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire disposera de 3 jours maximum pour présenter un livrable répondant aux questions, remarques ou commentaires dressés par le pouvoir adjudicateur à compter de leur réception.

Les derniers alinéas des articles 27.2.1 et 27.3 du CCAG – PI CCAG-PI de 2009 sont inapplicables au présent marché et les décisions qui y sont prévues ne sauraient être implicites et sont donc écrites.

6.3 Garanties et Responsabilités

Le régime des garanties et responsabilités est précisé par l'article 28 du CCAG-PI. Par ailleurs le titulaire est soumis à la présomption de responsabilité décennale (dans le cadre des missions de base pour le lot n°2).

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**7.1 Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels et préposés.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

7.2 Accès aux établissements – Identification


Les personnels du titulaire ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

ARTICLE 8 : FACTURATION – REGLEMENT DES PRESTATIONS – EXCLUSIVITE DE REMUNERATION - AVANCE**8.1 Facturation**

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP. La facturation sera effectuée après l'admission de la prestation telle que définie ci-avant.

Les factures et acomptes afférents au paiement doivent ainsi être établis au vu des phases de l'opération de travaux telles que présentées par le bon de commande, ou mensuellement pour ce qui concerne les missions afférentes à l'exécution des travaux.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

 AP-HP. Nord Université de Paris	PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX DES SECTEURS CENTRE ET EST DU GH AP-HP.NORD-UNIVERSITE DE PARIS Procédure : AOO	Date : 07/04/2021 Page 8 sur 13 CCAP n° GH 010-2021
--	--	---

Il convient de préciser que le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

Les factures doivent indiquer :

- ☐ le nom et adresse du créancier ;
- ☐ le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ☐ le N° de SIRET ou SIREN ;
- ☐ le code APE ;
- ☐ les numéros du marché, du lot, et du bon de commande valant ordre de service ;
- ☐ le numéro de l'acompte ;
- ☐ le montant hors taxe de la prestation ;
- ☐ le taux et le montant de la TVA ;
- ☐ le montant total des prestations exécutées ;
- ☐ la date de facturation ;
- ☐ la formule de révision si les prix ont été révisés.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

8.2 Paiement

En application des dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.3 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes.

Le règlement des acomptes afférents au lot n° 1 « Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) »

Chaque acompte correspond à un élément de mission du bon de commande et est réglé à l'issue de l'élément de mission.

Après achèvement de la mission, le titulaire établit un projet de décompte final des sommes auxquelles il peut prétendre.

Le règlement des acomptes afférents au lot n°2 « Mission de Contrôle Technique (CT) » :

- En conception, le règlement des sommes dues au titulaire du lot 2 fait l'objet d'acomptes correspondant à 100% de chaque élément de mission prévu par le bon de commande. La demande d'acompte n'intervient que postérieurement à la remise des avis sur les éléments de mission prévus par le bon de commande ;
A l'issue de sa prestation afférente à l'APD le titulaire peut prétendre à 7% (ou 2% à l'APS et 5% à l'APD) de la proposition qu'il aura faite à l'échelle de l'opération de travaux toutes tranches incluses auxquels s'ajouteront 8% à l'issue de la phase PRO-DCE.
A cet effet, pour l'élément PRO-DCE, 50% du montant indiqué au bon de commande est demandé au moment de la remise de l'avis sur PRO et de l'intégration des clauses et

Procédure : AOO

recommandations concernant la sécurité dans les CCAP et les CCTP des entrepreneurs. Le solde (50% restant) intervient après remise du rapport initial au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

- En réalisation, les acomptes seront facturés mensuellement à hauteur de 70% du prix figurant au bon de commande divisé par la durée de l'opération en mois (ou l'entier supérieur le plus proche); 10% seront versés au moment de la remise du DOE et le solde, 5%, sera requis à la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission.
- Le règlement des éventuelles missions ponctuelles interviendra à la remise du compte-rendu.

Le règlement des acomptes afférents au lot n° 3 «Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) » :

- En conception, le règlement des sommes dues au titulaire du lot fait l'objet d'acomptes selon l'échéancier ci-dessous. La demande d'acompte n'intervient que postérieurement à la remise des avis et documents sur ces éléments de mission. Lorsque la mission ne sera pas découpée en tranches, il conviendra de cumuler les acomptes prévus pour l'APD et le PRO-DCE payable après acceptation par le maître d'ouvrage du document à joindre au DCE et après remise du rapport d'examen sur le PRO (70%).


ACOMPTE	% PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE DE LA PHASE CONCEPTION	% CUMULE
Après remise du document définissant les principes généraux du S.S.I	25 %	25 %
Après acceptation par le maître d'ouvrage du document précité	5 %	30%
Après remise du rapport d'examen par le coordonnateur sur le dossier APD établi par la maîtrise d'œuvre	20%	50 %
Après acceptation par le maître d'ouvrage du document à joindre au dossier de consultation des entreprises Après remise du rapport d'examen par le coordonnateur sur le dossier PRO établi par la maîtrise d'œuvre	50	100 %

- En réalisation, les acomptes seront facturés mensuellement à hauteur de 50% du prix figurant au bon de commande divisé par la durée de l'opération en mois (ou l'entier supérieur le plus proche); 20% seront versés au moment de la remise du dossier d'identité du S.S.I., 20%, seront requis après délivrance sans réserve du procès-verbal S.S.I., et le solde (10%) sera versé dès la délivrance par le maître d'ouvrage de l'attestation constatant que toutes les obligations découlant du marché du coordonnateur ont été remplies : avis favorable de la commission de sécurité ainsi que la levée des réserves touchant au S.S.I.
- Le règlement des éventuelles missions ponctuelles interviendra à la remise du compte-rendu.

Le règlement afférents au lot 4 « Mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) » :

SPS Travaux – conception :

le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes correspondant à 100% de chaque élément de mission prévu par le bon de commande sauf PRO. La demande d'acompte n'intervient que postérieurement à la remise des avis et documents sur ces éléments de mission.

 AP-HP. Nord Université de Paris	PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX DES SECTEURS CENTRE ET EST DU GH AP-HP.NORD-UNIVERSITE DE PARIS Procédure : AOO	Date : 07/04/2021 Page 10 sur 13 CCAP n° GH 010-2021
--	--	--

Pour l'élément PRO, 50% du montant indiqué au bon de commande sont demandés au moment de la remise de l'avis sur PRO et la remise au maître d'œuvre du Plan Général de Coordination, du projet de règlement pour le CISSCT, de l'intégration des clauses et recommandations concernant la sécurité dans les CCAP et les CCTP des entrepreneurs. Le solde intervient à l'acceptation de l'ensemble des pièces précitées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et après avis du prestataire sur les documents du DCE ;

SPS Travaux – réalisation :

En réalisation, et jusqu'à la réception de l'ouvrage, des acomptes mensuels seront facturés dans la limite de 90% du prix figurant au bon de commande au prorata de l'avancement des travaux. Le solde, 10%, sera réglé à la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission.

Prévention SPS :

100% de chacune des prestations réalisées selon la décomposition du bon de commande. Pour le calcul des acomptes mensuels, le montant obtenu par l'application du pourcentage indiqué supra au prix figurant au bon de commande en réalisation est divisé par le nombre entier le plus proche (par excès) de mois contenus dans le délai d'exécution fixé au calendrier d'exécution des travaux, ou au délai prévisionnel fixe dans le CCAP annexe des marchés de travaux.

- le règlement de la mission ponctuelle interviendra à la remise du compte-rendu.

Modalités de règlement communes à tous les lots :

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ».

Les décomptes périodiques doivent être détaillés et reprendre l'ensemble des prestations réalisées depuis le commencement des prestations.

La révision des prix doit être comptabilisée dans chaque décompte périodique.

Après achèvement de l'ouvrage, le titulaire établit le projet de décompte final fixant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre au titre du lot.

Ce projet final est remis au Maître d'Ouvrage, dans les 45 jours qui suivent l'expiration de la période de parfait achèvement.


Le Maître d'Ouvrage dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du bon de commande pour l'exécution de l'ensemble de la mission calculée à partir des postes suivants :

- le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées au présent CCAP ;
- les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage ;

Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :

- le décompte final ci-dessus
- la récapitulation du montant des décomptes périodiques
- l'incidence de la T.V.A.
- le montant du solde à verser au titulaire

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général. Après acceptation par le titulaire, le décompte général devient le décompte général et définitif.

 AP-HP. Nord Université de Paris	PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX DES SECTEURS CENTRE ET EST DU GH AP-HP.NORD-UNIVERSITE DE PARIS Procédure : AOO	Date : 07/04/2021 Page 11 sur 13 CCAP n° GH 010-2021
--	--	--

8.4 Exclusivité de rémunération

Le titulaire du marché ne peut assurer d'autres prestations et percevoir à ce titre d'autres rémunérations, pour le compte de tiers à l'AP-HP, relativement à des projets et opérations sur les sites du GHU AP-HP.Nord-Université de Paris.

Le titulaire du marché n'est autorisé à effectuer des missions de maîtrise d'œuvre et / ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage que dans le cadre d'opérations immobilières menées par les autres structures de l'AP-HP.

Toutefois, si le titulaire exerce à la date de notification de son lot une mission de maîtrise d'œuvre et / ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur une opération immobilière au sein du GHU AP-HP.Nord-Université de Paris, il poursuit l'exécution de cette mission mais ne peut recevoir de bon de commande sur cette opération au titre du présent marché.

8.5 Avances

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R 2191-3 à 19. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance faite au titre du bon de commande sera réalisé pour moitié lors du premier règlement et pour moitié lors du suivant.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Antérieurement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En outre, pour chaque bon de commande, le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance responsabilité civile et professionnelle en rapport avec l'importance de l'opération faisant l'objet de la commande et devra souscrire une police complémentaire si cela n'est pas le cas.

ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé du cautionnement.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

12.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI de 2009, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du lot.

✓ Production des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

✓ Pénalités de retard et d'indisponibilité

Les pénalités de retard et d'indisponibilité applicables au marché ainsi que les délais de transmission des documents figurent au CCTP de chaque lot.

✓ Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI de 2009, le titulaire du présent marché, assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation

12.2 Résiliation, Litiges

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI de 2009 et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Par complément à l'article 30 dudit CCAG, la perte de l'agrément (ou d'une qualification) par le titulaire et/ou une personne missionnée par lui et acceptée par le pouvoir adjudicateur, nécessaire pour exécuter la mission, entre dans le champ des clauses de résiliation pour événement extérieur au marché.

Par complément à l'article 32.2 du CCAG-PI, la transgression par le titulaire des obligations qui lui sont faites à l'article 3.6 du CCAG – PI et à l'article 4.2 du présent C.C.A.P. peut conduire le maître d'ouvrage à résilier le marché du titulaire sans mise en demeure préalable et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée avec un abattement de 20%.


Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 31.1 et 31.2 du CCAG-PI de 2009.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations dans un délai maximal de 15 jours.

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise desdits documents.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 37 du CCAG-PI de 2009 et des articles R 2197-1 et R 2197-23 de Code de la Commande Publique.

 AP-HP. Nord Université de Paris	PRESTATIONS INTELLECTUELLES EN ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX DES SECTEURS CENTRE ET EST DU GH AP-HP.NORD-UNIVERSITE DE PARIS Procédure : AOO	Date : 07/04/2021 Page 13 sur 13 CCAP n° GH 010-2021
--	--	--

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 36 du CCAG-PI de 2009.

ARTICLE 13 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-PI de 2009 :

Article du CCAP dérogé	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est
Article 3	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 6.2	Articles 2, 26, 27, 33 et 34	Réception
Article 12.1	Article 14	Pénalités
Article 12.2	Articles 30 et 32.2	Résiliation

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.